



# REGLEMENT CHALLENGE

## AIR LIQUIDE ADVANCED TECHNOLOGIES

### « *SAFE FLY* »



*PIA Challenges Numériques 2*

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS .....	3
ARTICLE 2 - CONTEXTE DU CHALLENGE .....	3
ARTICLE 3 - DÉROULEMENT DU CHALLENGE.....	4
ARTICLE 4 - MODALITÉS DE PARTICIPATION AU CHALLENGE.....	5
ARTICLE 5 - FINANCEMENT PAR L'ÉTAT DES LAURÉATS .....	5
ARTICLE 6 - LIVRABLES.....	7
ARTICLE 7 - EXIGENCES ET CRITÈRES DE CLASSEMENT .....	7
ARTICLE 8 - COMITÉ DE SÉLECTION.....	8
ARTICLE 9 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	8
ARTICLE 10 - COMMUNICATION.....	9
ARTICLE 11 - RESPONSABILITÉ .....	9
ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ.....	10
ARTICLE 13 - ANNULATION ET SUSPENSION DU CHALLENGE.....	10
ARTICLE 14 - LOI APPLICABLE .....	11
ANNEXE 1 : ACCORD NOMINATIF DE CONFIDENTIALITE RELATIF A LA PARTICIPATION AU CHALLENGE .....	12



*PIA Challenges Numériques*

## ARTICLE 1 - DÉFINITIONS



« **Commanditaire** » désigne **Air Liquide Advanced Technologies** qui a défini le cas d'usage du Challenge et confie à l'Organisateur l'organisation et le pilotage du Challenge.

« **Organisateur** » désigne l'IMT qui se voit confier par le Commanditaire l'organisation et le pilotage du Challenge.

« **Partenaire** » désigne l'association Cap Digital à qui l'IMT confie le co-sourcing de candidats potentiels.

« **Candidat** » désigne l'entreprise, ou consortium d'entreprises participant au Challenge dont le fonctionnement est décrit ci-après.

« **Challenge** » désigne le défi organisé pour le Commanditaire, par l'Organisateur, en conformité avec les dispositions du présent Règlement, visant à sélectionner parmi les Candidats un panel de sociétés répondant aux critères de sélection.

« **Lauréats** » désigne les Candidats sélectionnés pour participer à la phase de réalisation du Challenge, à l'issue de la phase de sélection du Challenge.

« **Livrable(s)** » à la signification telle que prévue à l'article 6 des présentes.

« **Partie** » désigne le Commanditaire ou l'Organisateur.

« **Parties** » désigne le Commanditaire et l'Organisateur.

« **Règlement** » désigne le présent document qui a pour objet de définir les conditions et règles de participation au Challenge.

## ARTICLE 2 - CONTEXTE DU CHALLENGE

Le Challenge consiste en la réalisation par les Candidats de démonstrateurs répondant à l'objet suivant :

Développer un modèle physiologique à partir d'un minimum de capteurs physiologiques ainsi que les données issues des équipements oxygène développés par Air Liquide Advanced Technologies. Ce modèle permettra de définir l'état physiologique du pilote afin de moduler, si nécessaire, la quantité d'oxygène délivré au pilote.

En tirant parti des dernières évolutions de l'état de l'art, les Candidats sont invités à démontrer la capacité de leur entreprise, laboratoire ou consortium ad hoc, à **répondre au challenge SAFE FLY**. L'objectif du challenge est d'identifier et d'évaluer la maturité, en termes technologiques et économiques, des opérateurs économiques capables d'adresser une telle problématique.

Le présent règlement détermine les règles et modalités de participation au Challenge « SAFE FLY » organisé par l'IMT avec le Commanditaire, en partenariat avec Cap Digital.

### ARTICLE 3 - DÉROULEMENT DU CHALLENGE

Phase 1 : présélection des candidats	
Juillet 2020	Session publique de lancement et de présentation du challenge et ouverture de la plateforme d'inscription au challenge
25 août 2020	Date limite de dépôt des dossiers de candidatures
26 août 2020	Annnonce des présélectionnés pour les auditions
1 septembre 2020	Auditions des candidats présélectionnés
4 septembre 2020	Annnonce du ou des Lauréat(s) sélectionnés pour la phase 2
Phase 2 : réalisation des démonstrateurs	
9 septembre 2020	Début de réalisation des démonstrateurs : réunion de lancement
A définir	Réunion de suivi intermédiaire
A définir	Réunion de suivi intermédiaire
A définir	Réunion de suivi intermédiaire
Décembre 2020	Réunion de remise des Livrables et mise en production des démonstrateurs pour test par le Commanditaire
Janvier 2021	Tests des démonstrateurs par le Commanditaire
Février 2021	Dernière mise à jour autorisée des démonstrateurs
Mars 2020	Réunion du comité de sélection. Présentation des travaux par les Lauréats, délibération du comité et annonce du gagnant aux Lauréats

Le Challenge se déroule du **20 juillet 2020** au **31 mars 2021**.

Toute date définie dans le cadre du Règlement s'entend comme exprimée par le fuseau horaire de Paris.

Aucune prolongation ni dérogation à cette durée ne sera accordée, pour quelque raison que ce soit, au Candidat.

Les Parties se réservent le droit de modifier la durée du Challenge et les dates indiquées ci-dessus si des impératifs opérationnels l'imposent, pour une durée raisonnable qui sera communiquée aux Candidats.

Les réunions, notamment de lancement et de suivi, peuvent être réalisées à distance par conférence téléphonique.

Le Challenge est organisé en deux (2) phases, chacune comprenant plusieurs étapes.



## Phase 1 : présélection des candidats

La phase de présélection se déroule du **15/07/2020** au **04/09/2020** :

- Etape 1 : les Candidats élaborent leur dossier de candidature et le transmettent dans les temps impartis sur la plateforme (avant midi ).
- Etape 2 : le Comité de sélection analyse les dossiers de candidature reçus au regard des critères de classement définis à l'article 8 du présent règlement. Les Candidats ayant remis les dossiers jugés les plus pertinents sont reçus en audition à Paris le XXXXXX dans les locaux de l'Organisateur ou du Commanditaire ou par visio-conférence.

Au terme de ces deux étapes, le Comité de sélection choisira les Lauréats retenus pour participer à la phase 2 du Challenge. La sélection des Lauréats est soumise à l'approbation du Commanditaire qui est le seul habilité à donner son accord final sur la sélection.

L'Organisateur communique à tous les Candidats par courrier électronique envoyé à l'adresse renseignée lors de l'inscription les résultats de la présélection au plus tard le 27/08/2020

Le nombre de Lauréats éligibles à la subvention est limité à deux (2).

## Phase 2 : réalisation des démonstrateurs

Seuls les Lauréats peuvent participer à la phase de réalisation des démonstrateurs. La phase de réalisation se déroule ainsi :

- Etape 1 : les Lauréats développent leurs démonstrateurs.
- Etape 2 : chaque Lauréat présente, remet ses Livrables et met en production son démonstrateur en mode Software as a Service pour que le Commanditaire réalise des tests. Le développement d'améliorations du démonstrateur reste autorisé par mises à jour notifiées au Commanditaire jusqu'au **28 février** inclus.
- Etape 3 : à l'issue des tests le Comité de sélection se réunit. Les Lauréats présentent leur solution et leurs résultats. Le Commanditaire expose le résultat des tests. Le comité de sélection délibère selon les critères de classement définis dans l'article 8 du présent règlement. Après délibération du comité, le Commanditaire annonce le classement final du Challenge aux Lauréats.

Un évènement de clôture pourrait être organisé ultérieurement pour la remise du prix au gagnant.

## ARTICLE 4 - MODALITÉS DE PARTICIPATION AU CHALLENGE

L'inscription et la participation au Challenge sont gratuites.

Il est possible, pour toute société immatriculée au registre du commerce et des sociétés, de s'inscrire individuellement ou en équipe. Un Candidat ne peut pas concourir à la fois en tant que Candidat individuel et Candidat au sein d'une équipe.

Ne peuvent participer au Challenge les membres du personnel des Parties, ou des sociétés ayant participé à sa réalisation et/ou à sa promotion ainsi que les membres de leur famille.

Il ne sera admis qu'une seule participation au Challenge par Candidat.

Les Candidats s'inscrivent, en individuel ou en équipe, au Challenge depuis le formulaire d'inscription disponible sur le site de l'organisateur : <http://www.poc-and-go.com/#challenges-en-cours>. En cas d'inaccessibilité du site, et seulement dans ce cas, l'inscription pourra être transmise par courrier électronique à : [abeline.majorel@imt.fr](mailto:abeline.majorel@imt.fr)

Tout Lauréat qui souhaite participer à la phase 2 du Challenge (phase de réalisation) est tenu :

- de prendre connaissance et d'accepter sans réserve le Règlement et de le retourner signé à l'Organisateur;
- de retourner, paraphé et signé un accord nominatif de confidentialité (cf. annexe 1) de chaque personne amenée à participer au Challenge.

## **ARTICLE 5 - FINANCEMENT PAR L'ÉTAT DES LAURÉATS**

### **Eligibilité au financement**

Le subventionnement de l'Etat est exclusivement réservé à toute société justifiant des conditions cumulatives suivantes :

- être une PME<sup>1</sup> au sens de l'article 3 du décret N 2008-1354 du 18 décembre 2008 ;  
<sup>1</sup> [http://ec.europa.eu/growth/tools-databases/newsroom/cf/itemdetail.cfm?item\\_type=254&lang=en&item\\_id=8274](http://ec.europa.eu/growth/tools-databases/newsroom/cf/itemdetail.cfm?item_type=254&lang=en&item_id=8274)
- être une société enregistrée au registre du commerce et des sociétés.

Le Candidat devra certifier, au moment de son inscription, remplir les conditions susvisées. A ce titre, il devra présenter un extrait Kbis de moins de 3 mois pour justifier sa qualité de représentant de la société candidate.

Tout Candidat qui ne remplit pas les conditions du présent Article lors de son inscription et à tout moment pendant la durée du Challenge ne pourra, de plein droit et sans notification préalable, être destinataire d'aucune subvention telle que définie à l'article 6 ci-après. Dans l'hypothèse où une subvention aurait été attribuée à un Candidat ne satisfaisant pas les conditions de participation lors de son inscription ou pendant la durée du Challenge, il devra reverser l'intégralité de la subvention à l'Organisateur.



## Modalités de financement

Les Lauréats du Challenge pourront solliciter un financement de l'Etat pour la réalisation des travaux de développement nécessaires à la réalisation du démonstrateur. Ce financement devra être compatible avec l'encadrement communautaire des aides d'Etat. En particulier, si les activités prévues par le projet sont qualifiables d'activités de recherche et développement ou d'innovation (de procédé ou d'organisation) au sens des règles européennes, le projet pourra être soutenu dans le cadre du RGEC1.

Le financement de l'Etat provient du Programme des Investissement d'Avenir. Il est plafonné à 70 000 € pour l'ensemble des Lauréats (1 à 2 lauréats maximum).

Les dépenses éligibles du projet sont susceptibles d'être soutenues par des financements au taux de 45 % pour les petites entreprises et 35% pour les entreprises de taille moyenne. Les dépenses éligibles comportent :

- les frais de personnels affectés au projet;
- des frais forfaitaires proportionnels aux frais de personnels.

**5.1.1** Toute remise d'une subvention à l'issue du Challenge est conditionnée à, et n'est réalisée, que sous réserve :

- du respect intégral des dispositions du présent Règlement;
- de la présentation par chaque Lauréat des justificatifs permettant de vérifier que sa société répond aux critères fixes à l'Article 5;
- de la remise d'un document décrivant les travaux réalisés et présentant les résultats des développements effectués pendant la phase 2. Ce bilan sera ensuite transmis à Bpifrance par l'Organisateur qui validera l'attribution de la subvention.

**5.1.2** Chaque Candidat reconnaît et accepte que les subventions ne pourront donner lieu à aucune contestation d'aucune sorte par les Candidats, ni à une demande de remise de leur contre-valeur en argent, ni à leur remplacement ou échange pour une autre subvention pour quelque cause que ce soit. Les subventions ne sont pas cessibles et les Candidats sont informés que la vente ou l'échange de subventions sont interdits.

**5.1.3** Chaque Candidat reconnaît et accepte que les Parties ne sont tenues qu'à une mise à disposition des subventions attribuées aux Candidats.

Pour être éligible à la subvention, le Lauréat doit avoir la capacité financière d'assurer, pour les travaux qu'il prévoit d'engager, la part des coûts restant à sa charge après déduction de l'aide et, le cas échéant, de l'apport du Commanditaire. En conséquence, tous les frais accessoires relatifs à ces subventions ou les frais généraux liés à l'entrée

en possession de ces subventions resteront, sauf disposition contraire du Règlement, à la charge des Candidats. Aucune prise en charge ou remboursement ne seront dus au titre de la mise en œuvre ou de la mise à disposition de la subvention.

Pour que les dépenses soient éligibles, les travaux devront être réalisés en France.

Pour en bénéficier, une convention devra être signée au début de la deuxième phase du Challenge entre chaque Candidat et Bpifrance, cette dernière agissant en son nom et pour le compte de l'Etat.

## **ARTICLE 6 - LIVRABLES**

Les Candidats transmettent, dans le respect du calendrier défini à l'Article 3, les Livrables demandés.

### **Phase 1 de présélection**

Au titre de la Phase 1 de présélection, les Candidats devront remettre les Livrables suivants :

- dossier de candidature en ligne dont la structure est disponible sur le site de l'Organisateur : [www.poc-and-go.com](http://www.poc-and-go.com);
- une copie d'un extrait Kbis de moins de trois (3) mois.

Le dossier pourra utilement être complété de toute autre pièce que le candidat jugera opportun de communiquer ou que le jury pourra souhaiter.

Les participants soumettent leur Livrable de présélection via le site mis en place par l'Organisateur : <http://www.poc-and-go.com/#challenges-en-cours>

### **Phase 2 de réalisation des démonstrateurs**

Au titre de la Phase 2 de réalisation des démonstrateurs, les Lauréats devront remettre les livrables suivants :

- un accès au démonstrateur développé pendant la phase de réalisation, pour une phase de test d'un minimum de 2 mois, comprenant un soutien technique et fonctionnel;
- la documentation technique du démonstrateur;
- le guide utilisateur du démonstrateur;
- un document décrivant les travaux réalisés pendant la phase 2.

Toute initiative visant à illustrer le projet sera valorisée. Des documents complémentaires pourront faire partie intégrante du Livrable final.

En cas de difficultés ou d'impossibilité de lecture du Livrable par l'une au moins des Parties, il est de la responsabilité du Lauréat concerné d'y remédier avant la date de fin de dépôt des Livrables finaux et au plus tard dans un délai de sept (7) jours à





compter de cette date. Passé ce délai, les Parties se réservent le droit de disqualifier le Lauréat en cause du Challenge.

## ARTICLE 7 - EXIGENCES ET CRITÈRES DE CLASSEMENT

### Exigences et critères de classement de la Phase 1 de présélection

Les dossiers de candidature doivent présenter les éléments suivants :

- technologies et méthodologie employées pour répondre à la problématique du Challenge;
- caractère original et novateur du projet et/ou de la technologie;
- solidité économique du candidat (chiffre d'affaires, portefeuille clients, nombre d'employés, perspectives de développement). En cas de consortium, solidité de chacune des structures et complémentarités de leurs activités;
- plan de réalisation du démonstrateur (étapes, calendrier, ressources humaines, etc.);
- qualité de l'équipe;

La clarté et la précision du dossier seront prises en compte pour son évaluation.

Pour évaluer les projets, après examen des dossiers de candidatures et de l'audition des candidats convoqués, le jury utilise une grille d'évaluation constituée des critères suivants :

CRITÈRES	POINTS
<b>Evaluation de la solution :</b>	<b>80</b>
Pertinence par rapport aux besoins exprimés par le commanditaire, sur la base des informations apportées lors du dossier de candidature et de l'audition.	
Maturité technologique suffisante pour la solution proposée	
Qualité de la visualisation des données prévues	
Caractère innovant et original de la solution	
<b>Capacité à conduire l'expérimentation, à assurer l'industrialisation de la solution, à accéder aux marchés visés</b>	<b>20</b>
Ressources humaines et financières pour mener le projet	
Solidité économique et financière du candidat (chiffre d'affaires, portefeuille clients, nombre d'employés, perspectives de développement). En cas de consortium, solidité de chacune des structures et complémentarités de leurs activités	

## Exigences et critères de classement de la Phase 2 de réalisation

Pour évaluer les projets, le jury utilise une grille d'évaluation constituée des critères suivants :

CRITÈRES	POINTS
Pertinence par rapport aux besoins exprimés par le commanditaire, sur la base des démonstrateurs	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Pertinence et performance de la solution en réponse aux problématiques du challenge</li><li>• Simplicité d'utilisation</li><li>• Qualité de la visualisation des données</li></ul>	100

### ARTICLE 8 - COMITÉ DE SÉLECTION

Le comité de sélection est composé de représentants du Commanditaire, et appuyé par des représentants de l'organisateur IMT et éventuellement du pôle partenaire Cap Digital.

Ce comité de sélection se réunit pour analyser les dossiers de candidature, recevoir les Candidats en auditions de sélection et participer à l'évaluation finale des démonstrateurs développés par les Lauréats.

### ARTICLE 9 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

#### Propriété intellectuelle sur les données du Commanditaire

Le Commanditaire demeure titulaire de tous les droits sur les données soumises aux Candidats dans le cadre du Challenge.

Les Candidats s'engagent à respecter les conditions des licences et/ou règlements d'utilisation qui leur seront communiqués préalablement à la mise à disposition de toute information. Toute utilisation devra s'inscrire dans le strict respect des conditions et limites des autorisations ainsi consenties.

#### Propriété intellectuelle sur les démonstrateurs des Lauréats

Les Parties s'engagent à ne pas revendiquer de droits de propriété intellectuelle particuliers sur les informations transmises par chaque Candidat dans les dossiers de candidature et dans l'ensemble des Livrables remis par le Candidat.

Le Candidat reste propriétaire de la solution technologique développée antérieurement au Challenge.

Les travaux réalisés par les lauréats dans le cadre du challenge devront demeurer la propriété du lauréat; l'accès par le commanditaire aux résultats de ces travaux se fera dans des conditions de marché. Dans le cas d'un financement des lauréats par l'Etat,



ces principes doivent tenir compte des contraintes liées à la réglementation européenne des aides d'Etat.

Chaque Candidat est seul juge de l'opportunité et des modalités d'une protection des informations qu'il transmet par la revendication de tels droits. Si le candidat est un consortium comprenant des sociétés relevant de la définition des petites et moyennes entreprises, chaque partie s'engage à ce que les conditions de formation de ce consortium respectent les dispositions du présent article.

## **ARTICLE 10 - COMMUNICATION**

Sous réserve d'accord mutuel sur le niveau opportun de communication, les Candidats autorisent les Parties à reproduire leur marque à titre gratuit sur les supports de communication autour du Challenge, tels que et sans que ce soit exhaustif : écrans sur sites internes et externes, signatures / newsletters e-mails, communiqués de presse, affiches / kakémonos sur salons, pages Facebook et Twitter de l'Organisateur ou du Commanditaire.

Les Candidats autorisent également les Parties à reproduire leur dénomination sociale, leur nom commercial sous les mêmes conditions ainsi que leur logo tel que reproduit dans le dossier de candidature.

La présente autorisation entre en vigueur à compter de la date du début du Challenge, et pour la durée et les besoins visés dans les Finalités susmentionnées.

## **ARTICLE 11 - RESPONSABILITÉ**

La responsabilité des Parties ne pourra être engagée en cas de panne ou de dysfonctionnement du réseau de télécommunication utilisé, qui aurait notamment pour effet d'empêcher l'identification ou l'accès à tout site internet utile pour la participation au Challenge.

Les Parties ne pourront être tenues pour responsables d'une annulation ou d'une suspension du Challenge conformément au présent Article et aucune indemnité ou compensation ne sera due aux Candidats.

La participation au Challenge implique la connaissance et l'acceptation des caractéristiques, des limites et des risques du réseau internet et des technologies qui y sont liées, notamment eu égard aux performances, au temps de réponse, à la sécurité des logiciels et du matériel informatique face aux diverses attaques potentielles du type virus, bombe logique ou cheval de Troyes et à la perte ou au détournement de données. En conséquence, les Parties ne pourront être en aucun cas tenues pour responsables des dommages causés au Candidat du fait de ces caractéristiques, limites et risques acceptés.

Les Parties ne pourront, en aucun cas, être tenues pour responsables du dommage causé par le défaut ou le retard d'acheminement des Livrables et notamment du refus de prise en compte de ces Livrables en raison d'une soumission hors des délais fixés dans le Règlement, par le défaut ou le délai d'acheminement de tout courrier électronique envoyé dans le cadre du Challenge ou par toute altération portée aux Livrables indépendamment du fait des Parties.

Les Parties ne pourront être tenues pour responsables en cas de modification totale ou partielle, de suspension, d'interruption, de report ou d'annulation du Challenge pour des raisons indépendantes de leur volonté. Dans de telles hypothèses, le Commanditaire informera dans les plus brefs délais les Candidats par courriel.

Les Parties ne pourront être tenues pour responsables des conséquences d'une disqualification d'un Candidat en raison de sa violation du Règlement.

En aucun cas, les Parties ne seront tenues responsables du délai d'envoi des subventions ou en cas d'impossibilité pour un Lauréat de bénéficier de sa subvention pour des circonstances indépendantes de la volonté des Parties. La responsabilité des Parties ne pourra être engagée en cas d'incidents ou de préjudices de toute nature qui pourraient survenir du fait de son utilisation.

La réalisation du démonstrateur, son hébergement, les opérations informatiques effectuées et les traitements de données associés relèvent de l'initiative et du contrôle des Lauréats et restent sous leur seule responsabilité.

## **ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ**

La Partie réceptrice s'engage à notifier promptement et par écrit à l'autre Partie de toute utilisation non autorisée, divulgation, perte d'Information Confidentielle de la Partie divulgateuse en violation du présent Règlement, la notification incluant le rappel des mesures prises ou envisagées par la Partie Réceptrice pour remédier à la situation.

Les obligations figurant dans cet Article sont applicables pendant la durée du Challenge et survivront pour une période de cinq (5) ans après la fin du Challenge.

## **ARTICLE 13 - ANNULATION ET SUSPENSION DU CHALLENGE**

L'Organisateur et le Commanditaire se réservent le droit d'annuler ou de suspendre notamment le Challenge en cas de :

- force majeure dans les conditions prévues au Code Civil;
- fraude de quelque nature que ce soit.

## **ARTICLE 14 - LOI APPLICABLE - JURIDICTION**

Le Règlement et le Challenge sont soumis au droit français.



Les Parties s'efforceront de régler leurs différends à l'amiable. A cet effet, la Partie s'estimant fondée à faire valoir un droit adressera un courrier recommandé avec accusé de réception à l'autre Partie.

Tout litige pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution du challenge, et qui n'aurait pu être réglé de façon amiable, dans un délai de soixante (60) jours à compter la réception de ce courrier, sera porté devant les tribunaux français compétents.

Fait le \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_

Signature

## **Annexe 1 : Accord nominatif de confidentialité relatif à la participation au Challenge**

### **Accord nominatif de confidentialité**

#### Préambule

*Air Liquide Advanced Technologies a confié à l'IMT, la mission de réaliser une expérimentation sous la forme d'un concours, désigné « Challenge », visant à réaliser un démonstrateur répondant à l'objet défini dans le Règlement du Challenge (ci-après « la Mission »). Les informations communiquées dans le cadre du Challenge sont jugées suffisamment confidentielles pour que chaque personne travaillant à cette Mission, qu'elle soit employée par Cap Digital, ses sous-traitants, par un candidat au Challenge (ci-après « les Partenaires »), etc. s'engage sur le présent accord.*

#### **Reste à en faire un**

---

Je soussigné, (prénom et nom) ....., né(e) le ..... à ..... (ville de naissance et département de naissance), employé(e) de la société ..... sise au (adresse de .....  
....., en tant que (rôle dans la Mission) ....., reconnais que dans le contexte exposé en préambule, du fait de ma présence sur cette Mission, j'aurai accès à des informations, par nature confidentielles, relatives à cette Mission.

L'IMT et Air Liquide Advanced Technologies entendant conserver le secret des informations relatives à cette Mission, toute forme de reproduction et de diffusion, autre que celle qu'ils auront expressément autorisée par écrit, est interdite.

Je m'engage à respecter à titre personnel la confidentialité de toute information dont j'aurai connaissance sur cette Mission. Je m'engage à prendre connaissance des engagements convenus entre l'IMT et Air Liquide et entre ces dernières et les Partenaires, rappelés ci-dessous. Je m'engage à les appliquer et les faire appliquer dans la mesure de mes responsabilités et de mettre tout en œuvre pour en faciliter l'application.

Si l'une des Parties constate qu'une personne (a) contourne ou tente de contourner les mesures de sécurité, ou (b) accède ou tente d'accéder à des applications pour lesquelles il ne détient pas d'habilitation, ou (c) copie ou tente de copier, sur quelque support que ce soit, des données présentes dans ses systèmes informatiques sans y avoir été préalablement autorisé par Air Liquide Advanced Technologies ou l'IMT elle retirera automatiquement l'habilitation de l'intéressé et en informera sans délai l'autre Partie.

L'IMT et Air Liquide seront en droit :

- si elle est liée contractuellement avec l'entreprise employant ladite personne de résilier, sans préavis ni indemnité, le Contrat pour manquement grave de l'entreprise
- d'entamer des poursuites judiciaires vis-vis de la personne ou de son entreprise.

En outre, en cas de suspicion légitime d'Air Liquide de copie non autorisée de données de la Mission par un membre du personnel de l'un des Partenaires, il pourra exiger de l'IMT qu'il procède immédiatement ou qu'il demande à ce que soit réalisée une vérification des outils informatiques de l'intéressé, utilisés dans le cadre de sa Mission (ex. ordinateur portable, clé USB, tout autre support amovible, etc.). Cette vérification devra être faite par l'entreprise concernée en sa qualité d'employeur et dans le respect de la législation en vigueur dans les délais les plus brefs à compter de la demande faite par Air Liquide. Si cette vérification aboutit à la mise en évidence de copies illicites, Air Liquide et l'IMT se réserve le droit de prendre toutes mesures judiciaires subi.

Tant pendant la durée du Contrat, qu'après sa cessation et ce, pendant une durée de cinq (5) ans, les Partenaires s'engagent à considérer comme strictement confidentielles et à traiter comme telles toutes les informations afférentes au Client, quels que soient leur nature et leur support, recueillies pendant exécution des Prestations (ci-après « les Informations Confidentielles »).

Les Partenaires s'engagent à :

- ne pas divulguer ou laisser divulguer, directement ou par personne interposée, en totalité ou en partie, les Informations Confidentielles dont ils auraient eu ainsi connaissance, à quelque tiers que ce soit, à l'exception des employés et/ou sous-traitants ayant besoin des informations pour l'exécution de leurs obligations;
- à prendre toutes les mesures nécessaires auprès de leurs salariés et/ou sous-traitants afin que ceux-ci soient soumis à cette même obligation de confidentialité;
- à ne pas utiliser les Informations Confidentielles dans un cadre autre que celui de la Mission, même pour leur propre compte;
- à restituer, à la première demande d'Air Liquide Advanced Technologies, tout document ou autres supports contenant des Informations Confidentielles que ce dernier aurait été amené à lui remettre dans le cadre de l'exécution de la Mission, ainsi que toutes leurs reproductions.

Les fichiers et les données, auxquels les Partenaires pourront accéder du fait ou à l'occasion de la Mission restent la seule propriété d'Air Liquide Advanced Technologies, étant entendu que ces données peuvent être des données personnelles au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (les « Données »). Par conséquent, les Partenaires s'interdisent d'utiliser

lesdits fichiers et Données à toute autre fin que celles prévues dans le cadre de la Mission.

Ces Données sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les Partenaires s'engagent à prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des Données et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Les Partenaires s'engagent à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par leur personnel :

- n'agir que sur instruction des Parties;
- ne prendre aucune copie des Données, à l'exception de celles nécessaires pour les stricts besoins de l'exécution de la Mission;
- ne pas utiliser les Données à des fins autres que celles nécessaires à la Mission;
- ne pas divulguer ces Données à des membres du personnel du Partenaire qui n'ont pas à intervenir dans le cadre de l'exécution des Prestations;
- ne pas divulguer ces Données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Données;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité pour assurer la conservation des Données tout au long de la durée du présent contrat.

Au terme des présentes, quelle qu'en soit la cause, les Partenaires doivent restituer aux Parties tout fichier, programme ou document contenant des Données en sa possession et ne doivent conserver aucune copie de ces Données.

Les Parties se réservent le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par les Candidats.

Les Partenaires devront établir une attestation confirmant que les règles ci-dessus ont bien été respectées.

A ce titre, au plus tard au terme de la Mission exposée en préambule, ou en cas de fin de collaboration au titre de la Mission sus visée ou de départ de la société qui m'emploie, je m'engage à respecter cette confidentialité et à ne conserver aucun fichier informatique, support de livrables ou ayant servi à les élaborer, quel qu'il soit qui ferait référence à Air Liquide Advanced Technologies et/ou à ses Données relatives à cette Mission (notamment les documents papier, les documents de tableur, de traitement de texte, de courriels, etc.) et à n'en conserver aucune copie sous quelque forme que ce soit.

Je m'engage également à ne pas les communiquer et/ou à en faire part à tout tiers ni même à tout collaborateur de mon entreprise n'ayant pas à titre personnel signé ce même engagement de confidentialité.





Je reconnais être informé(e) qu'en cas de violation de ces obligations, ma responsabilité personnelle tant pénale que civile pourrait être engagée, notamment sur le fondement de l'article 226-13 du Code pénal.

Fait à ....., en quatre exemplaires (un pour mon entreprise, un pour Air Liquide Advanced Technologies, un pour l'IMT et un pour moi)

Le .....

Signature (et paraphe en bas de chaque page) précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

### **Rappel**

Article 226-13 du nouveau Code pénal : La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.